

Assassinat d'Ernest Manirumva : verdict dans "le procès de la honte"

@rib News, 23/05/2012 â€“ Source AFPLa justice burundaise a annoncé mercredi la condamnation de huit Burundais à la prison à vie pour l'assassinat d'Ernest Manirumva, un important militant anti-corruption, un verdict dénoncé par des militants des droits de l'Homme qui estiment que les condamnés paient pour les commanditaires. Le Tribunal de grande instance de Bujumbura a également condamné mardi six autres personnes, dont trois policiers, à des peines de 20 et 10 ans de prison, pour complicité d'assassinat et non assistance à personne en danger, a indiqué le porte-parole de la Cour suprême du pays, Elie Ntungwanayo.

Vice-président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), la victime, Ernest Manirumva, avait été poignard e à son domicile dans la nuit du 8 au 9 avril 2009, par des inconnus qui avaient emporté des documents. Mardi, le verdict a été annoncé en l'absence des prévenus, des parties civiles et de leurs avocats, qui n'avaient pas été informés de la date de rendu et n'étaient toujours pas au courant des détails du jugement mercredi à la mi-journée. Â« C'est le procès de la honte pour notre pays, à voir comment les enquêtes ont été menées, comment le procès a été conduit à », s'est insurgé devant la presse Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection et la défense des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh). Â« Ce sont les véritables commanditaires de ce crime, de hauts gradés de la police et des services secrets qui n'ont jamais comparus, qui ont dicté au tribunal un tel verdict à », a-t-il affirmé. Le procès des assassins présumés de M. Manirumva avait débuté en juillet 2009. Il avait depuis défrayé la chronique judiciaire burundaise par ses nombreuses remises et renvois d'une cour à l'autre. Les parties civiles avaient elles-mêmes exigé, en vain, l'audition et des tests ADN de plusieurs hauts responsables sécuritaires du pays, dont le chef des services secrets, le directeur général adjoint de la police ou encore le commissaire général d'une région de police, relayant une recommandation du FBI qui a participé à l'enquête. Mercredi, porte-parole de la Cour suprême a souligné le droit des avocats de la défense et des parties civiles à faire appel, ce que M. Mbonimpa compte faire, sans grand espoir. Â« Nous savons que nous n'obtiendrons pas justice à », a déclaré ce dernier, précisant son intention de saisir les juridictions internationales. L'Union européenne notamment avait demandé récemment que les véritables coupables et commanditaires de l'assassinat d'Ernest Manirumva soient d ment identifiés et condamnés.